

LES DÉFIS STRATÉGIQUES AFRICAINS : LA GESTION DE LA CONFLICTUALITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Sous la direction de Amandine GNANGUËNON

Avec les contributions de Catherine GUICHERD Angela MEYER Germain-Hervé MBIA YEBEGA Flora BOUBOUR Laura SALICH DI FRANCESCA Geoffroy MONTAGNE Nicolas TEINDAS Samuel NDUTUMU Romain ESMENJAUD Benjamin BIBAS

Dans la continuité des travaux menés au sein des ateliers de l'IRSEM sur les défis de la conflictualité en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, cette étude propose un tour d'horizon des problématiques liées à l'Afrique centrale. Un premier constat s'impose : l'Afrique centrale est en proie aux mêmes problématiques sécuritaires que le reste du continent. La multiplicité des facteurs de conflit (sociaux, politiques, économiques, sanitaires et environnementaux) pose la question de leur gestion par les Etats africains aux niveaux national, régional et continental.

Le rapport de force entre le pouvoir politique et les acteurs militaires constitue le fil directeur de cette étude et le point commun entre les différentes aires géographiques en Afrique. Il continue d'évoluer dans un contexte de tensions permanentes où la promotion d'un ordre régional doit s'imposer sur le désordre que les régimes politiques sont tentés d'instrumentaliser pour assurer leur survie. Chaque région a finalement son laboratoire pour expérimenter l'efficacité des modes de résolution des conflits. En Afrique centrale, il s'agit essentiellement de la République démocratique du Congo à l'Est et des pays du Golfe de Guinée à l'ouest.

Qu'ils portent sur les moyens de lutter contre l'exploitation illégale des minerais, les élections ou l'institutionnalisation des questions de l'égalité des sexes, les contributions portant sur la RDC mettent en lumière l'échec des élites dirigeantes congolaises dans la gestion des conflits. A l'image de l'instabilité récurrente dans les Kivu, à l'Est du pays, l'appareil d'Etat est absent et concurrencé dans l'exercice de ses prérogatives régaliennes par des rébellions. En réponse à cette situation, la communauté internationale n'a le plus souvent proposé que des réponses techniques. Or, cette dépolitisation des enjeux sécuritaires ne fait qu'alimenter le décalage entre les discours et la réalité sur le terrain.

Finalement, la nature même du rapport de force entre les régimes en place et les opposants est à l'image du lien existant entre une conflictualité récurrente liée à une perte de confiance à l'égard des institutions et au repli sur l'ethnicité, et l'enjeu de la construction étatique, passant par l'affirmation d'une identité nationale. L'unité nationale camerounaise a constitué un facteur de stabilité dans le pays, contribuant efficacement à la fondation d'un Etat aux ressources disparates. Aujourd'hui, au-delà du moment électoral à proprement parler, la légitimité étatique se construit autour des réponses apportées aux préoccupations telles que l'emploi, la justice, l'éducation, la santé et la sécurité.

Au-delà de cette lecture des enjeux de sécurité au niveau local, cette étude propose un éclairage à partir de l'observation de solutions régionales. Bien plus que pour l'Afrique de l'Est, la question de la délimitation géographique de l'Afrique centrale se pose. A l'image de la RDC, les pays de l'Afrique centrale ont longtemps rencontré des difficultés à définir géographiquement l'espace auquel ils appartiennent et donc à forger une identité propre à leur région. L'Afrique centrale se situe en effet au croisement de trois régions : l'Est, via les Grands Lacs, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest, via le Golfe de Guinée.

Façade maritime de l'Afrique centrale, le Golfe de Guinée, est devenu un pôle d'attraction pour les pays (Etats-Unis, Chine, France, Brésil) soucieux de sécuriser leurs approvisionnements énergétiques. Il n'en reste pas moins que se greffent des menaces, telles que la piraterie et l'instabilité politique des Etats. De manière surprenante, l'Etat peut être à la fois partie prenante de l'insécurité pour ses populations, à cause d'une mauvaise gouvernance, et de l'ordre promu par les organisations régionales. L'initiative qui rapproche la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) pour lutter contre la piraterie en est un exemple. Si la dimension transnationale des menaces (piraterie maritime sur la bande côtière et coupeurs de route sur la partie continentale) nécessite une réponse conjointe des Etats concernés, l'efficacité des initiatives est confrontée à certains obstacles que cette étude analyse.

LES DÉFIS STRATÉGIQUES AFRICAINS : LA GESTION DE LA CONFLICTUALITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Sous la direction de Amandine GNANGUËNON

Avec les contributions de Catherine GUICHERD Angela MEYER Germain-Hervé MBIA YEBEGA Flora BOUBOUR Laura SALICH DI FRANCESCA Geoffroy MONTAGNE Nicolas TEINDAS Samuel NDUTUMU Romain ESMENJAUD Benjamin BIBAS

L'étude des initiatives inter-régionales (CEEAC/CEDEAO), de la mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX) et de la mission de l'UA au Soudan (MUAS), révèle que les Etats manquent de financements pour mener à bien leurs opérations et donc qu'ils restent dépendants des soutiens apportés par les partenaires extérieurs. Cette dépendance matérielle et financière ne serait d'ailleurs pas un problème si les Etats africains ne revendiquaient pas une autonomie politique et le contrôle de leur agenda. Partant d'une analyse à la fois réaliste et critique des dérives des appareils sécuritaires africains, certaines pistes de réflexions sont proposées sur la manière dont l'action des partenaires internationaux répond ou non aux lacunes des acteurs africains.

Retenons que si l'Architecture africaine de paix de sécurité (APSA) se résume aujourd'hui à un ensemble complexe de normes et d'engagements, les relations entre ses différentes composantes restent à préciser. L'émergence de nouveaux enjeux sécuritaires (insécurité maritime, terrorisme, etc.) rend indispensable une réflexion conceptuelle pour établir une synergie entre ces composantes et permettre aux outils africains de prévention et de gestion des conflits d'être à la fois pertinents et efficaces.

Dr Amandine GNANGUENON